

Résumé des délibérations : Réunion du Conseil consultatif ESG d'Exportation et développement Canada

Date : 25 janvier 2024

Membres du Conseil consultatif ESG :

Janet Annesley, chef du développement durable, Kiwetinohk Energy Corp.

Karen Clarke-Whistler, cadre supérieure, stratège des affaires et scientifique de l'environnement

Dave Collyer, ancien président, Association canadienne des producteurs pétroliers

Judy Cotte, chef ESG, Onex

Fred Di Blasio, chef de la direction et associé directeur, Longhouse Capital Partners

Tomislav Ivančić, conseiller mondial, Approvisionnement responsable et chaîne d'approvisionnement agricole, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Rosemary McCarney, diplomate en résidence, Collège Massey, et chercheuse boursière en relations internationales (bourse James Coutts), Collège Trinity, Université de Toronto

Marie-Lucie Morin, ancienne directrice générale, Banque mondiale

Anita Ramasastry, titulaire de la chaire fondée par le doyen Roland Hjorth, professeure de droit et directrice du programme de développement durable international de la Faculté de droit de l'Université de Washington

Représentants d'Exportation et développement Canada (EDC) :

Mairead Lavery, présidente et chef de la direction et présidente du Conseil

Lorraine Audsley, première vice-présidente et chef de la gestion des risques et du développement durable

Todd Winterhalt, premier vice-président, Communications, Marketing et Stratégie d'entreprise

Rachel Guthrie, vice-présidente, Intégration des pratiques ESG

Sophie Roy, vice-présidente, Services consultatifs ESG

Conférencière invitée :

Jackie Forrest, directrice générale, ARC Energy Research Institute

SYNTHÈSE

La réunion de janvier du Conseil consultatif ESG a porté sur l'examen des complexités associées à la transition énergétique au Canada, avec un accent particulier sur le rôle unique que peut jouer EDC pour accélérer le progrès en soutenant l'innovation et la transition des entreprises canadiennes.

La séance a commencé par la présentation des trois nouveaux membres du Conseil, Karen Clarke-Whistler, Fred Di Blasio et Tomislav Ivančić, qui possède de l'expertise en stratégie environnementale et en contrôle préalable, en mobilisation communautaire autochtone et en établissement de partenariats, ainsi que dans les domaines des droits de la personne, de l'approvisionnement responsable et des chaînes d'approvisionnement agricoles.

Mairead Lavery, présidente et chef de la direction d'EDC, et Lorraine Audsley, chef du développement durable, se sont ensuite adressées aux membres du Conseil pour leur présenter les principales mises à jour, notamment :

- Un aperçu des résultats de 2023, qui démontrent qu'EDC a soutenu plus d'entreprises l'année dernière que l'année précédente, en particulier dans le segment des entreprises de taille moyenne.
- En ce qui concerne les technologies propres, EDC a fourni un soutien record de plus de [12 millions de dollars](#) l'an dernier, atteignant son objectif deux ans plus tôt que prévu.
- En décembre, EDC est devenu un membre fondateur de la [Net Zero Export Credit Agencies Alliance \(NZECA\)](#), la première coalition pour la carboneutralité composée d'institutions financières publiques au monde. L'objectif de l'alliance est de contribuer à la décarbonation du commerce international et de faciliter la prise d'actions collectives au sein des secteurs financiers privé et public.
- L'année dernière, EDC a lancé le Cadre de financement durable, qui garantit une meilleure transparence quant à la façon dont EDC surveille le financement durable, produit des rapports à ce sujet et assure le suivi de ses progrès vers l'atteinte de ses objectifs en matière d'ESG. Ce cadre vise à favoriser l'innovation et la décarbonation, tout en aidant les entreprises canadiennes à devenir plus concurrentielles. Il sera essentiel pour aider EDC à atteindre ses cibles fondées sur des données scientifiques et à devenir carboneutre.

Après le mot d'ouverture, Jackie Forrest, directrice générale de l'ARC Energy Research Institute s'est adressée au Conseil. Jackie joue notamment un rôle prépondérant dans le paysage énergétique en constante évolution au Canada. Son exposé a porté sur l'état actuel des investissements dans la transition énergétique au Canada, les obstacles à surmonter pour accélérer la transition et les avancées positives à ce jour. Voici quelques faits saillants :

- Les investissements à ce jour indiquent que le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Selon l'Agence internationale de l'énergie, les investissements à ce jour dans l'énergie propre s'élèvent à 1 800 milliards de dollars américains. Toutefois, ces investissements devraient augmenter de 150 % pour assurer la transition. Selon les [estimations de RBC](#), « les gouvernements, les entreprises et les collectivités devraient dépenser au moins 60 milliards de dollars par année pour réduire les émissions du Canada de 75 % par rapport aux niveaux actuels [...]. C'est une hausse considérable par rapport aux 15 milliards de dollars par année qu'on dépense actuellement au Canada. »
- Voici quelques obstacles à la transition :
 - On n'observe aucune hausse des investissements en capitaux privés au Canada. Une importante part des investissements provient de fonds publics, la majorité des dépenses étant engagées dans deux domaines : l'électrification des transports et l'énergie



renouvelable. On observe un manque de soutien pour les investissements plus risqués, par exemple, pour le développement des infrastructures.

- Les capitaux requis pour réaliser des gains progressifs dans le cadre de la transition sont souvent inférieurs à 25 millions de dollars. Ces investissements ne sont donc pas toujours attractifs pour les investisseurs institutionnels qui recherchent souvent des occasions de déploiement de capitaux plus importants.
- Les technologies éprouvées telles que l'éolien et le solaire bénéficient d'un capital suffisant, contrairement aux technologies émergentes ou à haut risque.
- Les États-Unis sont les premiers à offrir un environnement concurrentiel aux entreprises du secteur de l'énergie propre, dont des incitatifs axés sur la production. L'*Inflation Reduction Act* [loi sur la réduction de l'inflation] a une incidence sur les entreprises canadiennes qui se tournent vers les États-Unis pour tirer profit des incitatifs et des subventions.
- Le paysage politique canadien est complexe et influencé par la situation géopolitique au pays.
- Voici quelques avancées positives :
 - Les interactions avec les communautés autochtones ont permis d'accroître la participation et la collaboration des Autochtones aux projets d'énergie propre.
 - D'importants projets d'énergie renouvelable sont en cours en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, ce qui permettra d'accroître l'offre d'électricité renouvelable.
 - Des projets d'énergie nucléaire sont également en cours en Ontario (petits réacteurs modulaires, Bruce Power, remise à neuf éventuelle de la centrale nucléaire de Pickering).
 - Les ventes de véhicules électriques continuent d'augmenter au Canada. [À l'échelle mondiale, les ventes ont augmenté de 20 % par année.](#)

Après la présentation, les membres du Conseil ont engagé une discussion sur la transition énergétique et le rôle d'EDC dans la mobilisation de capitaux privés et publics. Voici quelques réflexions du Conseil :

- Le Canada a adopté une approche double dans le cadre de la transition et aurait avantage à clarifier le rôle des combustibles fossiles dans le cadre de celle-ci.
- Une politique claire et simple entraînerait un plus grand nombre d'investissements du secteur privé.
- Les comportements des consommateurs constituent un facteur essentiel pour stimuler le soutien en faveur des technologies propres (les coûts des infrastructures et des véhicules électriques, de même que l'augmentation des taux hypothécaires et des prix des aliments influent sur l'abordabilité pour les consommateurs).
- EDC occupe une position idéale pour assumer plus de risques en ce qui concerne les investissements dans les technologies propres au Canada et ouvrir la voie pour attirer davantage de capitaux du secteur privé.
- La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones peut servir de catalyseur à la réconciliation économique et à l'augmentation des investissements du secteur privé dans l'énergie propre, y compris des investissements étrangers directs.
- EDC devrait s'attendre à une augmentation des transactions associées aux biocarburants au fil du temps, plus particulièrement aux carburants d'aviation durables. Alors que le Canada est confronté



à une augmentation de la demande, les projets sont suspendus en raison de la concurrence avec les États-Unis, où des incitatifs sont offerts sous forme de crédits à la production.

- Le Canada dispose de réserves confirmées de gaz naturel renouvelable (GNR), et l'on s'attend à une augmentation de la capacité et des projets associés au GNR.
- EDC a l'occasion de jouer un rôle déterminant en réunissant des parties prenantes des secteurs public et privé afin de tirer profit de leur expérience et de leurs points de vue respectifs pour éclairer la politique.
- L'appui d'EDC à la modernisation du cadre de l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) permet d'assouplir les conditions des transactions respectueuses de l'environnement. L'adhésion à la NZECA aidera également EDC à mobiliser des capitaux des secteurs public et privé, et à égaliser les règles du jeu pour les entreprises canadiennes.

Pour conclure la réunion du Conseil, deux membres sortantes, Rosemary McCarney et Marie-Lucie Morin, qui ont siégé au Conseil pendant six ans, ont pris la parole pour livrer leurs réflexions personnelles.

